

# RÉSISTANCE SOCIALE

*LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !*

04300-1070 0-00 403 07

La situation est grave. Je ne parle pas de la crise financière et des malheureux traders et nouveaux Madoff dont on nous rebat les oreilles au journal télévisé. Je ne parle pas non plus de la Société générale, qui vient d'annoncer qu'elle doublait ses profits malgré la crise. Je parle de la crise sociale, dont la réalité explose en France et dans le monde entier.



Oui, la crise est mondiale. La Grèce avait réagi la première : les jeunes dans les rues d'Athènes avaient révélé bien plus qu'un malaise étudiant. Des mouvements identiques ont suivi en Italie et en Espagne. L'Islande, qui ne fait jamais parler d'elle, est en butte à des émeutes. 10 000 manifestants se retrouvent à Riga contre l'augmentation du chômage de 1 % en un mois. En Bulgarie, en Pologne, à Prague ou à Vienne, on ne croit plus au miracle européiste et on commence à le dire. En Grande-Bretagne, les salariés font grève pour « produire britannique ». Et dans le monde entier, la crise sociale s'amplifie : des Etats-Unis, où l'on s'attend à ce que dix millions de travailleurs basculent prochainement dans l'extrême pauvreté, à la Chine, où les vingt millions de migrants de l'intérieur, sans emploi ni aucune allocation chômage, n'ont tellement plus rien à perdre qu'ils osent braver la rigueur du régime.

En France métropolitaine, les chiffres du chômage explosent : entre 500 et 1 500 nouveaux chômeurs par jour, avec les délocalisations qui s'accroissent, les milliards donnés aux grands patrons sans aucune contrepartie : on leur demande d'être « raisonnables » dans leurs rémunérations mais pas de revenir sur les licenciements prévus ou de réinvestir en France. Ca, ça ne serait pas raisonnable !

Pendant ce temps-là, le pays part en morceaux : l'automobile, l'immobilier, la sidérurgie, et même les secteurs de la vente : le Nord va encore être cruellement touché avec les baisses d'activité de La Redoute et des 3 Suisses.

Avec les profs, les étudiants, les chercheurs, c'est l'avenir qui appelle au secours et il ne reçoit en retour que provocation et mépris affiché de Sarkozy. Après s'en être pris aux malades par les franchises médicales et le déremboursement des médicaments, le gouvernement s'en prend aux soignants, à travers le projet Bachelot, qui étrangle l'hôpital public au point de mettre dans la rue même les médecins de droite !

Les départements des Antilles sont en situation insurrectionnelle. Après plus d'un mois en Guadeloupe et une dizaine de jours en Martinique, les organisations syndicales, et en particulier le LKP, n'en peuvent plus face à un gouvernement irresponsable qui laisse pourrir la situation dans des îles où perdure une économie de type colonial. Le drame est à portée de main. Faudra-t-il d'autres morts pour que le gouvernement réagisse et impose de vraies négociations au patronat, et de répondre autrement que Laurence Parisot, qui n'a pas manqué d'y demander moins de charges sociales ?

Sarkozy, cela a d'abord été un formidable mensonge, puis la tchatche et le bling-bling. Aujourd'hui, ce n'est plus que l'arrogance des nantis face à la misère et l'insécurité sociale qui se généralisent et gangrènent la société. Il ne fait plus rire personne. Le donneur de leçons exaspère des salariés désabusés dont on se demande, au vu des événements antillais, ce qui les retient encore de basculer dans la violence.

Oui, la situation est grave. La lutte des classes s'amplifie : les salariés, floués depuis plusieurs décennies exigent une plus juste répartition des richesses tandis que le gouvernement s'emploie à perpétuer le système.

Oui, la France se désagrège. L'heure devrait être au sursaut. Relancer l'économie, réindustrialiser notre pays, aménager notre territoire, utiliser les services publics et leur donner les moyens d'agir, redresser l'enseignement public, penser l'avenir : celui des citoyens comme (et non contre) celui de la planète, voilà ce qui devrait préoccuper nos politiques.

Au contraire, la plupart semble hors du temps, occupés à des querelles intestines, guettant un siège inutile à Strasbourg, critiquant – mollement – le libéralisme de Sarkozy mais signant le « manifeste » du PSE, qui reprend toutes les antennes libérales de Bruxelles.

Comment peut-on prétendre vouloir changer la vie avec toutes les recettes éculées de l'adversaire ? Et qui viennent d'exploser en vol aux yeux de tous, et en particulier... des électeurs !

Au milieu de cette désespérance, une petite lumière : la volonté d'un certain nombre de créer un « front de gauche » mettant le social au cœur de ses préoccupations.

Il ne s'agit pas de regarder ce front comme l'alpha et l'oméga.

Simplement comme une possibilité de s'adresser aux Français qui ont refusé le libéralisme européen en juin 2005. Simplement comme un premier pas dans la probable longue marche de reconstruction d'une gauche politique qui, à la fois, s'appuiera sur et redonnera un espoir à la gauche sociale.

Simplement, au milieu des arrivistes, des électoralistes, des donneurs de leçons, des « modernistes » pour lesquels la gauche est ringarde, peut-être un outil à construire ensemble pour redonner un espoir à ceux qui veulent rester debout.

**Marinette BACHE**



## Sommaire

p1 : Le mot de la présidente

p2 : Solidarité internationale

p3 et 4 : Tract/pétition Solidarité Antilles

p5 : Rupture conventionnelle

p6 : Coup de gueule

# SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

## Nouvelle victoire populaire au Vénézuéla

Par Maximilien ARVELAIZ et Thierry DERONNE

Libération se verrait bien désinformer ses lecteurs à vie.

**Une photo de Reuters montre un Chavez solitaire émergeant, narquois, de son château fort. Le titre : "Chavez se verrait bien en président à vie". Les intertitres : "caudillo" et "insécurité". Les témoins parlent de "caudillisme". La révolution bolivarienne est un "castrisme new-look". Voilà ce que Libération offre à ses lecteurs, le 14 février 2009, en guise d'information préalable sur le nouveau scrutin que vient de remporter le peuple bolivarien avec une marge éclatante de dix pour cent, au bout de dix ans de révolution (1).**

En 2006, ce journal inventait déjà de toutes pièces l'antisémitisme de Chavez au moyen d'un truquage de texte décrypté en détail par l'association Acrimed (2). Cette fois, un certain Gérard Thomas met en doute la victoire populaire au référendum de ce dimanche 15 février au motif qu'une "puissante" "union bolivarienne des étudiants" aurait décidé d'appuyer le "non" de droite. Le problème pour G. Thomas c'est que nul n'a jamais vu l'organisation dont il parle. Les médias d'opposition vénézuéliens où il puise ses informations (l'opposition détient la majorité des titres de presse, web et 80 % du spectre radio et Tv) sont passés maîtres dans la manipulation mondiale et dans la récupération du label "bolivarien" pour fabriquer des clones virtuels destinés à semer la confusion parmi les électeurs. Le principal mouvement étudiant au Vénézuéla, le vrai, s'appelle "fédération bolivarienne des étudiants". Née il y a six ans de l'explosion des missions éducatives et de la création de l'université bolivarienne sur l'ensemble du territoire, cette fédération représente des millions de jeunes qui ont défendu hier dans les urnes la poursuite de la démocratisation d'une université jusqu'ici réservée aux classes supérieures. Les étudiants des universités privées, minoritaires mais ultramédiatisés, n'ont cessé de manifester leur refus raciste de partager l'éducation supérieure avec quelques millions de nouveaux condisciples de milieu populaire. La victoire populaire de dimanche signe leur défaite autant que celle des grands médias.

Gérard Thomas qualifie la démocratie vénézuélienne de "castrisme new look" ? Une seconde, permettez. Après dix ans de révolution, le Vénézuéla compte une quarantaine de partis politiques, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche. La grande majorité des médias appartient à l'opposition. L'ONG chilienne indépendante Latinobarometro (3) qui sonde tout le continent vient de classer le Vénézuéla avec un score de 80 % sur l'échelle de la conscience démocratique en Amérique latine. Le président Lula a souligné récemment que Hugo Chavez est sans doute le plus légitime des présidents latino-américains, vu le nombre d'élections et de référendums organisés sous sa présidence, et qu'il ne voyait que démocratie dans le référendum de dimanche puisque c'est le peuple qui tranche. Rafael Correa, depuis l'Équateur, demande qu'on cesse de donner des leçons à la démocratie vénézuélienne et les Présidents de la Bolivie et du Paraguay, Evo et Lugo ont souhaité bonne chance au Président Chavez quelques heures avant les élections. Si tous ses collègues latino-américains le saluent ainsi, c'est aussi parce qu'ils reconnaissent que si, aujourd'hui, l'intégration latino-américaine avance à grand pas avec des initiatives comme la UNASUR, l'ALBA ou la Banque du Sud, c'est en grande partie grâce à la diplomatie

vénézuélienne que Thomas qualifie d'« erratique » sous prétexte que le Vénézuéla aurait rompu ses relations avec Israël par solidarité avec le peuple palestinien et entretienne de bonnes relations avec l'Iran comme avec tous les grands pays du Sud de la Chine au Viet Nam, de l'Afrique du Sud à la Malaisie : ce sud que des médias comme Libé se refusent de voir.

Pourquoi faut-il que Libération continue à cacher à ses lecteurs que la possibilité de rendre rééligibles tous les élus sans limite permet simplement de multiplier l'offre démocratique des candidats ? Que cela existe déjà dans la plupart des démocraties ? Qu'en France, c'est Nicolas Sarkozy qui a fait supprimer cette possibilité de se présenter plus de deux fois à la présidence (sans doute traumatisé par l'hypothèse d'un troisième mandat de Chirac - lequel aurait pu, peut-être, empêcher la France de retomber sous la coupe de l'OTAN). Pourquoi cacher qu'au Vénézuéla, les observateurs internationaux ont jugé transparents, démocratiques toutes les élections, tous les référendums (quinze en dix ans alors qu'entre 1959 et 1998 n'ont eu lieu que 12 élections), saluant l'un des systèmes électoraux les plus fiables au monde ?

Au fond, ce que craint Libération, c'est que la politique puisse encore passer par des projets à long terme, portés par de grands hommes d'État, comme de Gaulle a pu l'incarner à une époque. Pour Libération, la démocratie consiste à renouveler rapidement les présidents comme les produits frais au marché. Quelle importance, comme le soulignait encore récemment une étude de la CEPAL, si la pauvreté a baissé de 20 % et que l'inégalité sociale ne cesse de se résorber, si la santé publique gratuite sauve des millions de vies, s'il y a encore tant à faire du point de vue de la majorité sociale pour sortir à jamais de la misère et construire l'égalité totale des droits ? Quelle importance si les Vénézuéliens, contrairement aux Français, ont déjà conquis le droit de monter légalement des médias alternatifs de radio et télévision, d'y user d'une pleine liberté de parole, ou le droit de décider des politiques locales et de les évaluer à travers des milliers de conseils communaux ? Gérard Thomas fait dire à un "habitant de Caracas" que ce ne sont là que "promesses non tenues d'année en année".

Libération est passée de Sartre à Rothschild, sans sortir des règlements de compte des années 80, rivée au dogme selon lequel toute révolution mène au stalinisme. En fondant le journal, Sartre avait prévenu : "Le droit à l'information n'est pas, comme on le croit à tort, un droit du journaliste mais le droit du peuple de savoir ce qui se passe. Le rôle du journaliste, en somme, est de permettre au peuple de discuter avec le peuple".

Notes : 1. <http://www.liberation.fr/monde/0101319404-chavez-se-verrait-bien-president-a-vie>  
2. Sur le journalisme d'imputation pratiqué par Libération contre Hugo Chavez : <http://www.acrimed.org/rubrique355.html>  
3. Voir <http://www.latinobarometro.org/>  
4. Tous les résultats des scrutins au Venezuela sont disponibles sur le site du conseil électoral : <http://www.cne.gob.ve/>





# RÉPUBLICAINS SOCIAUX, NOUS SOMMES SOLIDAIRES DU LKP !

**Nous, signataires de cette pétition,  
tenons à saluer le combat de nos compatriotes des Antilles  
et à assurer le LKP et son dirigeant Elie Domota de notre soutien.**

Les racines, cause de ce conflit, sont profondes : les **inégalités** sont encore plus **accentuées** dans les Antilles qu'en Métropole :

- ✓ accès beaucoup plus limité aux services publics et aux logements (avec l'existence de véritables bidonvilles),
- ✓ fiscalité discriminatoire (avec la création de zones franches),
- ✓ quasi-absence de développement et de tissu industriel,
- ✓ monopole de l'ensemble des richesses par les békés, descendants des propriétaires d'esclaves, continuant d'entretenir des rapports quasi coloniaux.

Cela se traduit par des **taux de chômage catastrophiques** : *Guadeloupe : 26,9 % ; Guyane : 28,5 % ; Martinique : 24,1 % . Les taux de chômage des 15-24 ans y dépassent les 50 %, atteignant les 60 % en Guadeloupe !*

Cela se traduit par un **coût de la vie de 30 % plus cher qu'en Métropole**. La plupart des produits manufacturés, énergétiques – voire alimentaires – proviennent de l'extérieur. Aux coûts de fret s'ajoute la taxe douanière sur les produits, dite "l'octroi de mer". Cette taxe injuste constitue cependant la ressource essentielle des communes pour les DOM. Celles-ci sont incapables de satisfaire aux besoins de leurs populations : prendre l'argent aux pauvres pour le redistribuer aux pauvres n'est franchement ni juste ni utile !

Ainsi le sentiment partagé semble être que les exceptions aux lois et aux valeurs de la République constituent la règle dans les Départements d'Outre-Mer.

**La question n'est donc pas de savoir pourquoi les Antilles explosent mais comment elles n'ont pas explosé avant.**

**C'est la même crise sociale et économique qui frappe la France :  
de la Métropole aux Antilles et à la Réunion !**

**Ce n'est pas aux salariés de payer l'addition mais aux détenteurs de capitaux.**

Ce constat est partagé par tous : que l'on habite Pointe-à-Pitre, Fort-de-France, Paris, Lille ou St André-le-Gaz ! Les grèves et manifestations du 29 janvier dans la Métropole ont la même cause.

**Les responsables de la crise sont ceux qui manipulent, exploitent et vivent du libre marché.** Ces événements tragiques n'ont qu'un coupable : un gouvernement incapable d'agir, sinon pour réprimer, qui refuse de répartir plus justement les richesses, bien au contraire.

**Ce gouvernement détruit les services publics, il détruit les solidarités nationales, il détruit la santé, le droit du travail. Il tente de remettre en cause tous les acquis des luttes sociales et de la Libération... et il voudrait que l'on se taise ?**

Les médias voudraient nous focaliser sur quelques jeunes de 20 ans, désespérés par un avenir bouché, alors que c'est l'ensemble des salariés de Guyane, des Antilles, de la Réunion, de la France métropolitaine qui sont en lutte.

**Non, au LKP, ce ne sont pas des irresponsables : le LKP est une alliance de 48 organisations syndicales, politiques, associatives. Son enracinement est populaire.** Cette alliance a exigé de discuter avec tous ceux qui représentent tout ou partie du pouvoir économique, social et politique sur le territoire : Medef et PME, État, Conseils régional et général... en vain ! **La seule réponse donnée par le gouvernement a été la répression.**

**Alors oui, nous soutenons la lutte en Guadeloupe parce que cette révolte est la conséquence directe du mépris affiché par Nicolas Sarkozy en tournée dans le Golfe, du libéralisme dogmatique de son gouvernement, de l'intransigeance du patronat qui, aux Antilles comme partout, refuse la moindre revendication.**

**Nous faisons donc part au LKP de toute notre solidarité, notre sympathie et notre soutien.**

**Vive la République Sociale !**

**Salut et Fraternité !**

[www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)

POUR SIGNER LA PÉTITION, TOURNEZ S.V.P ➡



Premiers signataires :

**Aufrère** Rémy – Le Cendré (63) ; **Absalon** Frantz – Paris (75) ; **Aguer** Pierre – La Forêt-de-Tesse (16) ; **Allègre** Jean-Yves – Istres (13) ; **Aubry** Alain – Chambray-lès-Tours (37) ; **Auger** Michel – Auxerre (89) ;  
**Bache** Marinette – Paris (75) ; **Baches** Christine – Saleilles (66) ; **Bajon** Dominique – Corveissiar (01) ; **Ball** Benjamin – Antony (92) ;  
**Barbot** Guy – Paris (75) ; **Barranger-Adam** Dominique – Nantes 45 ; **Baudouin** Grégory – Mâcon (71) ; **Baudry** Isabelle – Paris (75) ;  
**Bécot** Delphine – Paris (75) ; **Bellaïche** Alain – Paris (75) ; **Belluci** Monique – Grillon (84) ; **Bernal Gilda** – Elne (66) ; **Berthet** Hélène –  
 Perpignan (66) ; **Bertinelli** Patrice – Bihorel (76) ; **Bidon** Pierrette – Maisonnisses (23) ; **Billon** Jean-Pierre – Issoudun Letrieux (23) ;  
**Blanchard** Michel – Couzeix (87) ; **Blanchot** Sylvain – Glux-en-Glenne (58) ; **Bonin** Daniel – Savigny-le-Temple (77) ; **Boubeker**  
 Nathalie – Marseille (13) ; **Boudet** Pierre – Rennes (35) ; **Bouvier** Laurent – Aubrives (08) ;  
**Calandra** Frédérique – Paris (75) ; **Chevalier** Bruno-Pascal – Morsang-sur-orge (91) ; **Chadebec** René – Espartignac (19) ; **Chailley**  
 Jean-Claude – Fontenay-sous-Bois (94) ; **Chaut** Francis – Paris (75) ; **Chevalier** Elisabeth – Montpellier (34) ; **Chevalier** Christine – Le  
 Plessis-Belleville (60) ; **Chevalier** Albert-Rogatien – Saint-Paul-lès-Dax (40) ; **Chivalier** Véronique – Perpignan (66) ; **Chouvier** Annie –  
 Coubon (43) ; **Ciais** Nicolas – Lantosque (64) ; **Coppola** Jean-Marc – Marseille (13) ; **Costa** Jorge – Arnouville-lès-Gonnese (95) ;  
**Couderc** Magali – Argelès-sur-Mer (66) ;  
**Delarue** Christian – Saint-Jacques-de-la-lande (35) ; **Deporte** Annie – Thiais (94) ; **Depret** Michèle – Paris (75) ; **Desplat** Christine –  
 Champs-sur-Marne (77) ; **Dessert** Francine – Paris (75) ; **Dessieux** Gisèle – Moussan (11) ; **Detrain** Jean-Luc – Achères (78) ; **Didier**  
 Dominique – Savigny-le-Temple (77) ; **Dondelle** Eric – Tours (37) ; **Dorothée** Pierre – Pirae Tahiti ; **Dos Santos** Silva – Lormont (33) ;  
**Dupuy** Fabienne – Paris (75) ;  
**Eldin** Jean – Montagnac (34) ; **Eouzan** Jacky – Guingamp (22) ; **Epinard** Serge – Noisy-le-Grand (93) ; **Essubor** Georges – Auch (32) ;  
**Estrade** Jean-Claude – La Garde (83) ; **Ethève** Nicolas – Montpellier (34) ; **Fernandez** Jean-Pierre – Perpignan (66) ; **Ferrier** Jean-  
 Bernard – Nogent-sur-Marne (94) ; **Floris** Jacques – Douai (59) ; **Fouga** Lucien – Pibrac (31) ; **Fraudet** Maryse – Villelongue dels Monts  
 (66) ; **Fritsch** Eric – Aix-sur-Vienne (87) ; **Garcia** Jacques – Istres (13) ; **Gaudin** Louis-Rémy – Aulnay-de-Saintonge (17) ; **Gimenez**  
 Gilbert – Toulon (83) ; **Groepier** Stéphan – Rouen (76) ; **Gueit** Didier – Villejuif (94) ; **Guéret** Henri – Tours (37) ; **Guyot** Françoise –  
 Nîmes (30) ; **Hannebique** Jean-Marie – Arras 62 ; **Héliér** Odile – Paris (75) ; **Hihî** Abdelhamid – Logelbach (68) ; **Holsin** Ange –  
 Chevilly-la-Rue (94) ; **Huot** Claude – Paris (75) ;  
**Jaffré** André – Le Grand Quevilly (76) ; **Jallamion** Michel – Paris (75) ; **Jallamion** Lucien – Paris (75) ;  
**Kavass** Yasmine – Saint-Ouen (93) ; **Keck** Patrice – La Ferté-Gaucher (77) ; **Kerdraon** Pierre – Paris (75) ; **Komonski** Jean –  
 Chambray-lès-Tours (37) ;  
**Laguerre** Emmanuel – Pirae Tahiti ; **Lahondère** Jean-Claude – Saint-Privat-des-Vieux (30) ; **Langlet** Magali – Elne (66) ; **Le Blond**  
 Bernard – Locmaria-Plouzané (29) ; **Lebon** Geneviève – Paris (75) ; **Lehu** Corentin – Lamoura (39) ; **LEJAILLE-NEVEU** Marie-Claude –  
 Paris (75) ; **Lennuyeux** Alain – Ecoeu (95) ; **Lepage** Alain G. – Saint-Ouen (93) ;  
**Mahé** Gérard – Suresnes (92) ; **Mahé** Corinne – Suresnes (92) ; **Malgoubri** Louis – Paris (75) ; **Maquart** Catherine – Niort (79) ;  
**Marciniak** Annie – Perpignan (66) ; **Margantin** Jean-Baptiste – Mantes (78) ; **Maurice** Myriam – Perpignan (66) ; **Mauries** Michel –  
 Clermont L'Hérault (34) ; **Mbengue** Abdoulaye – Paris (75) ; **Mekhantar** Joël – Dijon 21 ; **Ménard** Jean-Pierre – Chambéry 73 ; **Micheli**  
 Antoine – Metz 57 ; **Moraud** Alain – Montpellier (34) ; **Moumas** Bernard ; **Mozzafari** Mehdi – Montpellier (34) ; **Mutel** Dominique – Le  
 Havre (76) ;  
**Nauraye** Dominique – Bordeaux (33) ; **Navarro** Juan – Saint-Dizier 52 ;  
**OXYBEL** Jean-Claude – Goyave (97) ;  
**Pellerin** Michel – Paris (75) ; **Périgaud** Marc – Rimondeix (23) ; **Perrin** Marie-Thérèse – Saint-Pierre-et-Miquelon (97) ; **Pivan** Philippe –  
 Caunes-Minervois (11) ; **Plouzenec** Thierry – Lille (59) ;  
**Labusseau** Christophe – Sorigny (37) ; **Richard** Serge – Saint-Martin-le-Beau (37) ; **Rodriguez** Romani Thierry – Paris (75) ; **Rossi**  
 Lorette – La Garenne-Colombes (92) ;  
**Sainte** Jacqueline Marie – Rueil-Malmaison (92) ; **Salé** Daniel – La Membrolle-sur-Longuenée (49) ; **Sap** René – Lannion (22) ; **Serres**  
 Didier – Limoges (87) ; **Simon** Claude – Paris (75) ; **Sokoloff** Lorette – Cayenne Nord Saint-François (97) ; **Sudre** Christian – Saint-Vaury  
 (23) ;  
**Tayeb** Loulou – Paris (75) ; **Theres** Katia – Villeurbanne (69) ; **Tual** Pascal – Mosnes (37) ;  
**Vallois** Clément – Issy-les-Moulineaux (92) ; **Vasquez** Nathalie – Massy (91) ; **Vaurs** Dominique – Besançon 25 ; **Vialle** Guy – Saint-  
 Quentin-la-Poterie (30) ; **Vidal** Julien – Saint-Georges-d'Orques (34) ; **Viet** Dominique-Marianne – Pontault-Combault (77) ; **Vignes**  
 Bernard – Ecoeu (95) ;  
**Zallio** Roger – Combs-la-Ville (77)



NOM ..... PRÉNOM : .....

ADRESSE : .....

Code Postal.....Ville.....

TÉL : ..... Portable : ..... Courriel : .....

Je signe la pétition

Je souhaite recevoir ..... exemplaires de la pétition (laisser un courriel ou un numéro de téléphone)

Je souhaite prendre contact avec Résistance Sociale.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS ou contactez nous [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)

## Je fais signer mes amis !

Prénom et Nom	Ville	Dept	Signature	Courriel



# ACTUALITÉ SOCIALE

## Rupture conventionnelle : attention danger !

*Par Julien DUVAL, syndicaliste*

La Loi de modernisation du marché du travail présentée en début d'année 2008 par le ministre du Travail, Xavier Bertrand, a été promulguée le 25 juin dernier. Ce texte est issu de l'accord conclu le 11 janvier 2008 entre le patronat et une partie des syndicats de salariés (rappelons que seuls les syndicats considérés comme représentatifs, dont l'Unsa et Solidaires ne font pas partie, étaient conviés aux négociations). Seule la CGT avait refusé de signer. La « rupture conventionnelle » s'inscrit donc dans le cadre de cette loi.

L'année 2009 risque de voir une croissance importante du nombre des ruptures conventionnelles. Ainsi, au niveau national, on est passé de 1660 à 6147 cas entre les mois d'août et d'octobre 2008.

Ce dispositif est en apparence avantageux pour le salarié.

En effet, il est plus protecteur qu'une simple démission. Un accord « à l'amiable » doit être trouvé avec l'employeur. Par ailleurs, le salarié quittant volontairement son emploi dans ce cadre peut désormais toucher des indemnités de licenciement : 1/5 du salaire par année d'ancienneté, 2/5 pour dix ans d'ancienneté. Le salarié percevra également des allocations chômage, ce qui n'est pas le cas lors d'une traditionnelle démission. L'entretien préalable, prévu en cas de licenciement par l'employeur, est inclus dans ce dispositif. Le salarié peut également se faire assister d'un délégué du personnel.

Cependant, à juste titre, un certain nombre de voix s'élèvent contre ce nouveau dispositif.

D'abord, parce que, dans ce dispositif, l'employeur et l'employé ne sont pas sur un pied d'égalité : ils n'ont pas les mêmes droits, les mêmes réseaux d'influence, les mêmes ressources (service des ressources humaines, services juridiques, avocats).

Ensuite, parce que les déviances restent possibles: Un employeur désirent se débarrasser d'un salarié peut toujours le contraindre à démissionner ou l'obliger à choisir cette option de « rupture conventionnelle » moins coûteuse qu'un licenciement.

Par ailleurs, cette rupture conventionnelle – la séparabilité prônée par le Medef – risque d'être utilisée pour « alléger », en défaveur des salariés, les procédures de licenciements; que ceux-ci soient justifiés ou non par des motifs économiques.

C'est ainsi, *de facto*, la remise en cause du rôle de conciliation des conseils prud'homaux qui auront beaucoup de mal à démontrer qu'il y a un réel licenciement abusif derrière une rupture conventionnelle en apparence librement consentie par le salarié.

Un certain nombre de salariés, démotivés ou lassés par les plans sociaux à répétition, risquent de surcroît d'opter pour ce mode de séparation plutôt que d'attendre l'aboutissement d'une procédure devant les prud'hommes que les syndicats, dans leur rôle légitime, s'efforcent souvent d'engager, afin de mettre en cause des licenciements abusifs ou d'obtenir de réelles compensations pour les salariés, en cas de licenciements collectifs.

En effet, ces procédures sont souvent très longues et, pendant ce temps, le salarié, s'il reste dans l'entreprise, est souvent en butte au harcèlement de l'employeur. Et même s'il obtient finalement gain de cause, l'employeur ne peut toujours être contraint à le réintégrer.

Et pourtant la longueur des procédures n'est pas le fait des conseils prud'homaux qui manquent cruellement de moyens. La suppression d'une soixantaine d'entre eux par Rachida Dati n'a rien fait pour arranger les choses, au contraire ! On peut même se demander si cette suppression n'avait pas pour but de rendre encore plus difficile le combat des salariés, déjà fortement touchés par les modifications apportées au code du travail.

Dès lors, on ne peut qu'inviter les salariés à faire preuve de vigilance et à ne pas s'engager dans une rupture conventionnelle sans en avoir mesuré avant toutes les conséquences.

Et on ne peut qu'être solidaire des conseillers prud'homaux qui se battent pour obtenir les moyens matériels et juridiques nécessaires à leurs missions et de meilleures conditions de travail.

# COUP DE GUEULE

## La recherche mérite mieux qu'ignorance et sarcasmes

Par Eric FERRAND, conseiller régional IDF

Le 10 février dernier, tout le monde universitaire s'est donné rendez-vous pour défilé dans les rues de Paris, de la Sorbonne jusqu'au Palais Bourbon. Tous les échelons, des étudiants jusqu'aux présidents des universités, en passant par les personnels administratifs et techniques, toutes les catégories d'enseignants, des précaires jusqu'aux professeurs étaient présents pour former un long cortège de 60 000 personnes en colère.

Événement assez rare pour être souligné : même Paris-Assas a manifesté !

Voilà une belle unanimité, non pour défendre un pré carré et des moyens pour des moyens, mais d'abord pour réclamer le respect au plus haut de niveau de l'Etat et de dignes conditions de travail, d'emploi et de recherche.

Il faut dire que Monsieur Sarkozy n'y est pas allé de main morte : « mauvais, non performants, archaïques, idéologues, partisans, conservateurs, refusant de voir la réalité, installés dans le confort de l'auto-évaluation, travaillant en structures obsolètes archaïque et rigides ». Ainsi s'est-il exprimé dans son discours du 22 janvier devant un parterre de chercheurs médusés par tant de violence, d'ignorance et de manipulation pour faire passer l'application de la réforme Pécresse dont personne ne veut.

L'exaspération est donc aujourd'hui à son comble tant il est vrai que le mépris, assez mal supporté, avait précédé l'insulte par le vote à la sauvette en plein été 2007 de la loi sur les libertés et responsabilités des universités sans aucune concertation. Cette loi, sous couvert d'accroître « l'autonomie » des universités, fait de la concurrence le cadre unique des règles et des missions universitaires, paradoxalement réglé de façon autoritaire par le pouvoir exorbitant des présidents d'université et par un dirigisme accru de la politique de recherche. En témoigne le fait que les instances nationales d'évaluation et de financement sont composées de membres nommés par le gouvernement. Dès lors, parler ici d'« autonomie », c'est pervertir le sens des mots!

Alors mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose ! Et c'est ainsi que la mauvaise foi (ou l'ignorance, allez savoir !) et les préjugés sont tels, que l'image des chercheurs véhiculée par certains journalistes est profondément scandaleuse. Sur France-Info par exemple, on a pu entendre l'idée brillante selon laquelle, comme après 40 ans, un chercheur ne produit plus grand-chose d'intéressant, on pourrait lui coller plus d'heures d'enseignement, histoire de le rendre utile (sic).

Derrière tout cela bien sûr, ne nous y trompons pas, c'est la destruction du service public de l'enseignement et de la recherche qui est en projet, l'Etat s'y attaque par tous les fronts: suppressions de postes, baisse de fait des budgets, déstabilisation du CNRS, remise en question des conditions de recrutement des enseignants des premier et second degrés, changements statutaires.

Ces réformes sont menées sans prise en compte des problèmes aigus de conditions de travail et d'études dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Mais au-delà, l'enjeu de la crise actuelle est encore plus profond, c'est la place de l'Université et de la recherche qui est aujourd'hui posée et la stigmatisation dont font l'objet ses acteurs est inadmissible.

Sarkozy et Pécresse devraient le savoir : les modes de gouvernance dans notre pays ont changé. Le contrat a remplacé la démarche unilatérale ; le partenariat, le coup de force ; l'union, l'exercice solitaire du pouvoir.

L'enjeu de la recherche est majeur pour la Nation. Les états-généraux de la recherche avaient dégagé d'ambitieuses propositions. Que le gouvernement s'en saisisse ! Dans la période de crise que nous vivons, et puisque le premier plan de relance du gouvernement n'a pas été à la hauteur, pourquoi ne pas bâtir un deuxième plan dont l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation seraient le cœur !

## VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de  
RESO, association loi 1901

**Siège social :**

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS  
Tel : 06 33 82 05 15

**Site Internet :** [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)

Courriel : [contact@resistancesociale.fr](mailto:contact@resistancesociale.fr)

Présidente de RESO et directrice de la publication :  
**Marinette BACHE**

NOM : ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

TEL : ..... Portable : ..... E-mail : .....

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi ..... exemplaires par envoi.

À retourner à : RESO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)